

Au Journal officiel du 25 mai au 7 juin 2019

10/06/2019

Au Journal officiel du 25 mai au 7 juin 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 25 mai 2019 :

- Décret n° 2019-507 du 24 mai 2019 pris pour **l'application des dispositions pénales de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice relatives à la procédure numérique, aux enquêtes et aux poursuites** . – *Modification du Code de procédure pénale et du décret n° 2017-614 du 24 avril 2017. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 11) ;*
- Décret n° 2019-508 du 24 mai 2019 pris **pour l'application des dispositions pénales de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, relatives à l'instruction, à l'exercice des voies de recours et à l'exécution des peines** . – *Modification du Code de procédure pénale. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1^{er} juin 2019 (cf. art. 9) ;*
- Décret n° 2019-511 du 23 mai 2019 modifiant le **code de déontologie des médecins et la réglementation des sociétés d'exercice libéral et des sociétés civiles professionnelles** . – *Modification du Code de la santé publique.*

Au JO du 26 mai 2019 :

- Décret n° 2019-514 du 24 mai 2019 **fixant les seuils de désignation des commissaires aux comptes et les délais pour élaborer les normes d'exercice professionnel** . – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2019-517 du 24 mai 2019 **d'application de l'article L. 2333-97 du Code général des collectivités territoriales** . – *Modification du Code général des impôts et du Code général des collectivités territoriales ;*
- Décret n° 2019-518 du 24 mai 2019 **modifiant le décret n° 2013-1225 du 23 décembre 2013 relatif à la direction des grandes entreprises de la direction générale des finances publiques** . – *Modification du décret n° 2013-1225 du 23 décembre 2013 ;*
- Décret n° 2019-519 du 24 mai 2019 relatif à **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer)** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime. – Ce texte entre en vigueur le 1er juin 2019 (cf. art. 3).*

Au JO du 28 mai 2019 :

- Décret n° 2019-520 du 27 mai 2019 **modifiant le décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français** . – *Modification du décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 ;*
- Décret n° 2019-521 du 27 mai 2019 relatif à la **mise en œuvre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés par application d'un accord agréé** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 3, I) ;*
- Décret n° 2019-522 du 27 mai 2019 **relatif à la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2019-523 du 27 mai 2019 **fixant les modalités de calcul de la contribution due au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 2, 1°) ;*

- Décret n° 2019-525 du 27 mai 2019 **relatif à la sécurité et à l'interopérabilité du système ferroviaire et modifiant ou abrogeant certaines dispositions réglementaires** . – *Modification du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés. – Abrogation du décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 et du décret n° 2017-674 du 28 avril 2017. – Ce texte entre en vigueur le 16 juin 2019, à l'exception de ses articles 7, 9, 11, 13, 54, 55, 56, 57, 58, 66 et 67, qui entrent en vigueur le 29 mai 2019 (cf. art. 214).*

Au JO du 29 mai 2019 :

- Décret n° 2019-526 du 27 mai 2019 **relatif à la déclaration des hydrofluorocarbures** . – *Modification du Code de l'environnement ;*
- Décret n° 2019-527 du 27 mai 2019 **modifiant l'éligibilité au complément de rémunération et à l'obligation d'achat** . – *Modification du Code de l'énergie ;*
- Décret n° 2019-528 du 27 mai 2019 **relatif à l'expérimentation d'une « e-carte d'assurance maladie »** . – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2019-529 du 27 mai 2019 **relatif à l'amélioration de la protection sociale au titre de la maladie et de la maternité des travailleurs indépendants** . – *Modification du Code de la sécurité sociale. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er mars 2019 (cf. art. 2, 1°) ;*
- Décret n° 2019-530 du 27 mai 2019 **abrogeant les articles D. 310-15-2 et D. 310-15-3 du Code de commerce** . – *Modification du Code de commerce. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 2) ;*

Et Arrêté du 27 mai 2019 fixant les dates et heures de début des soldes ainsi que leur durée en application de l'article L. 310-3 du Code de commerce. – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2020 (cf. art. 4) ;*

- Décret n° 2019-531 du 27 mai 2019 **relatif aux modalités de transmission à l'administration fiscale sur un support électronique des informations relatives aux dons et versements effectués par une entreprise pour un montant de plus de 10 000 € au cours d'un exercice en application de l'article 149 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019** . – *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2019-532 du 27 mai 2019 **modifiant le décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978 relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières, d'infractions relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative des sommes, titres ou valeurs en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne et le décret n° 2018-219 du 30 mars 2018 définissant les responsables hiérarchiques susceptibles de délivrer les autorisations mentionnées à l'article 15-4 du Code de procédure pénale et à l'article 55 bis du Code des douanes** . – *Modification du décret n° 78-1297 du 28 décembre 1978 et du décret n° 2018-219 du 30 mars 2018. – Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2019-535 du 28 mai 2019 **relatif aux possibilités de placement des fonds des sociétés d'habitations à loyer modéré** . – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Arrêté du 23 mai 2019 **relatif à la date limite de dépôt de la déclaration sociale de revenus au titre de l'année 2018 des travailleurs indépendants, des professions non agricoles et des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés** .

Au JO du 30 mai 2019 :

- Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 **pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** . – *Modification du Code pénal, du Code de justice*

administrative, du Code de l'organisation judiciaire, du décret n° 2018-232 du 30 mars 2018. – Abrogation du décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005. – Ce texte entre en vigueur le 1er juin 2019 (cf. art. 159). – Voir également CNIL, délibération n° 2019-055 du 9 mai 2019 ;

- Décret n° 2019-540 du 28 mai 2019 relatif à **l'agrément technique des installations de produits explosifs et à la mise en œuvre d'articles pyrotechniques**. – *Modification du Code de la défense et du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 ;*
- Arrêté du 28 mai 2019 portant **modification de l'arrêté du 21 octobre 2015 relatif à l'habilitation au sein de services spécialisés d'officiers ou agents de police judiciaire pouvant procéder aux enquêtes sous pseudonyme**. – *Modification de l'arrêté du 21 octobre 2015.*

Au JO du 1^{er} juin 2019 :

- Décret n° 2019-546 du 29 mai 2019 **modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales et fixant le taux de cotisation au fonds de financement de l'allocation différentielle de fin de mandat**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Arrêté du 27 mai 2019 **modifiant le Code de procédure pénale (quatrième partie : arrêtés) et relatif aux services pénitentiaires d'insertion et de probation**. – *Modification du Code de procédure pénale.*

Au JO du 2 juin 2019 :

- Décret n° 2019-547 du 31 mai 2019 portant **application du troisième alinéa de l'article 706-16-1 du Code de procédure pénale**. – *Modification du Code de procédure civile et du Code de procédure pénale.*

Au JO du 4 juin 2019 :

- Ordonnance n° 2019-552 du 3 juin 2019 portant **diverses dispositions relatives au groupe SNCF**. – *Modification du Code des transports, du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'urbanisme, du Code de la commande publique, du Code général de la propriété intellectuelle, de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er janvier 2020 (cf. art. 25 et 26) et une disposition « balai » (cf. art. 25) ;*
- Arrêté du 27 mai 2019 portant **homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers**.

Au JO du 5 juin 2019 :

- Décret n° 2019-554 du 3 juin 2019 **modifiant le titre IV du livre IV de la partie réglementaire du Code de commerce**. – *Modification du Code de commerce. – Voir également CNIL, délibération n° 2018-368 du 20 décembre 2018 ;*
- Décret n° 2019-555 du 4 juin 2019 portant **diverses dispositions relatives au détachement de travailleurs et au renforcement de la lutte contre le travail illégal**. – *Modification du Code du travail, du Code des transports, du Code rural et de la pêche maritime. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er juillet 2019 (cf. art. 6) ;*

Et Arrêté du 4 juin 2019 **établissant la liste des activités mentionnées à l'article L. 1262-6 du Code du travail** ;

- Décret n° 2019-556 du 4 juin 2019 relatif au **dispositif de soutien en faveur des exploitations agricoles en difficulté**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Arrêté du 4 juin 2019 **fixant le montant et certaines modalités de mise en œuvre des aides pour les exploitations agricoles en difficulté**. – *Abrogation de l'arrêté du 26 mars 2018.*

Au JO du 6 juin 2019 :

- Arrêté du 6 mai 2019 relatif aux **caractéristiques techniques de la communication par voie électronique des avis, convocations ou récépissés via le « Portail du justiciable »** ;
- Arrêté du 28 mai 2019 autorisant la **mise en œuvre d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Portail du justiciable »** (suivi en ligne par le justiciable de l'état d'avancement de son affaire judiciaire).

Au JO du 7 juin 2019 :

- Décret n° 2019-559 du 6 juin 2019 portant **incorporation au Code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code** . – *Modification du Code général des impôts* ;
- Décret n° 2019-560 du 6 juin 2019 portant **incorporation au Livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre** . – *Modification du Livre des procédures fiscales* ;
- Arrêté du 6 juin 2019 portant **incorporation à l'annexe IV au Code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de cette annexe** . – *Modification du Code général des impôts* ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, avis n° 426519 du 29 mai 2019** ;
- **Conseil d'État, avis n° 428040 du 29 mai 2019** ;
- **Conseil d'État, avis n° 428080 du 29 mai 2019.**

La Rédaction législation

© LexisNexis SA